

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57036 Metz cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 27 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9 février 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Arraincourt Biogaz**

16 rue du petit Bout  
57380 Arraincourt

Références : [ARRAINCOURT\\_ARRAINCOURT-BIOGAZ\\_2023-02-27-RAPVI\\_MChB\\_24568](#)  
Code AIOT : 0100000423

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 9 février 2023 dans l'établissement Arraincourt Biogaz implanté 16 rue du Petit Bout Arraincourt 57380 Arraincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Arraincourt Biogaz
- 16 rue du Petit Bout 57380 Arraincourt
- Code AIOT : 0100000423
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Arraincourt Biogaz exploite une installation de méthanisation soumise à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique n° 2781-1-c - Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production de la nomenclature des installations classées.

Cette visite fait suite à un signalement du 8 février 2023 provenant du Syndicat des Eaux de Basse-Vigneulles et Faulquemont (SEBVF) relayé par l'agence régionale de santé concernant la proximité d'un tuyau souple de transport de digestat liquide de l'exploitant avec le cours d'eau "La Rotte" et la station de pompage d'eau potable du SEBVF.

Suite aux constats réalisés lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Moselle de transmettre une copie du présent rapport d'inspection aux services suivants :

- la Direction Départementale des Territoires (Police de l'eau) ;
- l'Agence Régionale de Santé

au titre des dispositions réglementaires respectives suivantes dont ces services ont la charge : loi sur l'eau et code de la santé notamment protection des captages d'eau potable.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Epandage du digestat liquide.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude préalable d'épandage	Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.8-c	/	Sans objet
2	Plan d'épandage	Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.8-d	/	Sans objet
3	Règles d'épandage	Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.8-f	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a porté sur l'épandage des digestats liquides et plus particulièrement sur :

- l'étude préalable d'épandage ;
- le plan d'épandage ;
- le respect des règles d'épandage.

La visite d'inspection n'a pas relevé de non-conformités aux dispositions contrôlées. L'inspection demande à l'exploitant de fournir, sous 15 jours, des précisions sur la procédure de suivi des tuyaux de transport de digestat au cours d'une opération d'épandage (contrôles visuels effectués, suivi de la perte de charge de la pompe/pression du tuyau, etc....) et le suivi éventuel du contrôle de l'intégrité de ces tuyaux au cours du temps dans le but de prévenir tout déversement accidentel vers le milieu naturel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etude préalable d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.8-c
<b>Thème(s) :</b> Autre - Étude préalable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique du digestat au regard des paramètres définis à l'annexe II, l'aptitude du sol à le recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. [...]</p> <p>L'étude préalable comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation du digestat à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique) ;</li> <li>- la description des caractéristiques des sols, notamment au regard des paramètres définis à l'annexe II ;</li> <li>- la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, la société Arraincourt Biogaz effectuait un épandage sur les parcelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-n° 17, appartenant au GAEC de la Tanchotte dites : " la louvière" sur la commune d'Holacourt ;</li> <li>-n°29, appartenant au GAEC Grandidier sur la commune de Lesse.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'étude préalable de l'épandage concerné comprenant :</p> <p><b>- la caractérisation du lot du digestat à épandre.</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le digestat épandu provient du lot produit entre les mois d'août 2022 et de novembre 2022 pour un volume de 6 000 m<sup>3</sup>. L'exploitant a par ailleurs fourni le rapport d'analyse du 28 novembre 2022 présentant les éléments de caractérisation de la valeur agronomique des effluents destinés à l'épandage conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 juin 2021 susmentionné comprenant le pourcentage de matière sèche et de matière organique, le pH, l'azote global, l'azote ammoniacal, le rapport Carbone / Azote total, le phosphore total, le potassium total, le calcium total et le magnésium total. L'analyse ne présente pas de non-conformité ;</p> <p><b>- la description des caractéristiques des sols.</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'analyse des sols du 29 septembre 2022 pour les deux parcelles concernées par l'épandage le 9 février 2023. Ce dernier comporte l'ensemble des paramètres définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 juin 2021 susmentionné, notamment la granulométrie, le pourcentage de matière sèche et de matière organique, le pH, l'azote global, l'azote ammoniacal, le rapport Carbone / Azote total, le phosphore échangeable, le potassium échangeable, le calcium échangeable et le magnésium total. L'analyse ne présente pas de non-conformité ;</p> <p><b>- la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage.</b></p> <p>L'épandage s'effectue par une rampe à pendillards montée sur un tracteur, cette rampe est reliée par un tuyau souple à une pompe placée près du point de stockage du digestat.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.8-d
<b>Thème(s) :</b> Autre - Plan d'épandage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) Un plan d'épandage est réalisé, constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une carte à une échelle minimum de 1 / 12 500 permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées au point f "Règles d'épandages".</li> </ul> <p>Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;</li> <li>- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, la superficie totale et la superficie épandable.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan d'épandage constitué des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une carte à une échelle de 1 / 10 000 faisant apparaître les contours et les numéros des unités de surface des parcelles permettant de localiser les surfaces épandables et où sont également indiquées les surfaces à exclure : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les surfaces situées à 50 mètres de toutes habitations de tiers et les stades ;</li> <li>• les surfaces situées à 50 mètres de points de prélèvement d'eau ;</li> <li>• les surfaces situées à 35 mètres des berges des cours d'eau ;</li> </ul> </li> <li>- des fiches de renseignements sur les exploitants des parcelles prévues à l'épandage mentionnant leurs identités et adresses ainsi que les contrats d'épandage avec Arraincourt Biogaz ;</li> <li>- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, la superficie totale et la superficie épandable.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Règles d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.8-f
<b>Thème(s) :</b> Autre - Règles d'épandages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>f) Règles d'épandage :</p> <p>L'épandage est effectué par enfouissement direct, par pendillards ou par un dispositif équivalent permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.</p> <p>Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à moins de 50 mètres de toute habitation de tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, cette distance étant réduite à 15 mètres en cas d'enfouissement direct ;</li> <li>- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, à moins de 200 mètres des lieux publics de baignades et des plages, à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques ;</li> <li>- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau, cette limite étant réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée</li> </ul>

de façon permanente en bordure des cours d'eau ;

- sur les terrains de forte pente, sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau, sur les sols pris en masse par le gel ou enneigés, sur les sols inondés ou détrempés, sur les sols non utilisés en vue d'une production agricoles ;
- pendant les périodes de forte pluviosité.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

**Constats :** Lors de la visite, la société Arraincourt Biogaz effectuait un épandage sur les parcelles suivantes :

- n° 17, appartenant au GAEC de la Tanchotte dites : " la louvière" sur la commune d'Holacourt ;
- n° 29, appartenant au GAEC Grandidier sur la commune de Lesse.

Cet épandage est effectué par pendillards.

L'inspection a contrôlé, pour les deux parcelles concernées, l'exclusion de zones d'habitation dans un rayon de 50 mètres et du stade de la commune de Lesse.

Par ailleurs, la station de pompage de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation de la collectivité de Less-Holacourt et le cours d'eau "la rotte" sont situés à 450 mètres de la limite sud des parcelles susmentionnées. De plus, aucun lieu public de baignade et aucune pisciculture ou zone conchylicole ne sont situés dans un rayon de 500 mètres autour des parcelles épandues.

Enfin, les terrains sur lesquels l'épandage a été réalisé le jour de l'inspection ne présentent pas de forte pente et le temps était ensoleillé.

L'inspection n'a pas constaté de stagnation sur les sols ni de ruissellement en dehors des parcelles d'épandage.

Toutefois lors de la visite, il a été constaté que le tuyau souple acheminant le digestat s'étend sur plus d'un kilomètre à travers les différentes parcelles détenues par les exploitants et passe au dessus du cours d'eau "la rotte" (photographies ci-après) et longe, sans le franchir, le périmètre de protection immédiat du captage d'eau de Less-Holacourt, défini par l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/3-99 du 10 mars 2005. Par ailleurs aucune fuite de digestat n'a été constatée sur les portions visitées par l'inspection. Il n'existe pas de réglementation encadrant le transport de digestat ou ce type de canalisation souple. Par conséquent, les distances d'éloignement d'implantation de l'installation ou des opérations d'épandage ne s'applique pas à ce type de canalisation.



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

N°4 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 10 novembre 2009, Annexe I, article 5.7
<b>Thème(s) :</b> Prévention deversement vers le milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une rigole permettant de maintenir le tuyau souple de transport de digestat au dessus du cours d'eau "la rotte". Ce tuyau souple transportant le digestat s'étend sur plus d'un kilomètre à travers les différentes parcelles détenues par les exploitants. 
L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 15 jours, par courrier, les dispositions mises en œuvre pour respecter l'article 5.7 évoqué supra. Ces dispositions pourront concerner la procédure de suivi du bon état des tuyaux de transport de digestat au cours d'une opération d'épandage (contrôles visuels effectués, suivi de la perte de charge de la pompe/pression du tuyau, etc....) et le suivi éventuel du contrôle de l'intégrité de ces tuyaux au cours du temps dans le but de prévenir tout déversement accidentel vers le milieu naturel. Il précisera les mesures prises pour éviter, en cas de rupture du tuyau, le déversement du digestat dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet